

AU BURKINA FASO

LAIT LOCAL CONTRE POUDRE DE LAIT IMPORTÉE



Entretiens avec Nour Al-ayatt Ouédraogo et Korotoumou Gariko (Iprolait / TFL)

Nour Al-ayatt Ouédraogo, éleveur en périphérie de Ouagadougou, préside l'Interprofession des producteurs de lait du Burkina Faso (*Iprolait/BF*), appelée aussi Table filière lait. Korotoumou Gariko, éleveuse, a été présidente et a maintenant le rôle de trésorière de l'interprofession.

Iprolait structure la filière à l'échelle nationale, en jouant la carte de la concertation, et porte le plaidoyer de ses membres. Un des enjeux actuels est de faire face à la concurrence de la poudre de lait importée. Investie dans la campagne « Mon lait est local », Iprolait attire l'attention des consommateurs et des pouvoirs publics sur l'importance de soutenir la production laitière locale.

Dans le cadre d'un projet porté par :



Table filière lait / Iprolait



Gret

Quel est le rôle de l'interprofession ?

Cette interprofession est une structure de promotion de la filière lait du Burkina Faso. Elle regroupe l'Union nationale des producteurs de lait et l'Union nationale des transformateurs de lait.

Le processus de structuration a débuté en 2001. Il a donné naissance à la Table filière lait (TFL) de Ouagadougou et à celle de Bobo-Dioulasso. Le regroupement permet de traiter de manière transversale les questions liées à la production, la transformation et la distribution du lait. Avec cette initiative, accompagnée par le ministère des Ressources animales et halieutiques, nous sommes parvenus à mettre en place une interprofession de la filière lait. Elle est structurée autour de deux maillons, production et transformation. Nous rencontrons encore des difficultés pour le maillon de la distribution. Les produits importés restent la norme.

Quel est l'impact de la poudre de lait importée sur le développement de la filière ?

En soi, nous ne sommes pas contre toute forme de lait en poudre. Le principal problème est le lait réengraissé à la matière grasse végétale (MGV). La concurrence est déloyale ! Le lait reconstitué est à moitié prix par rapport au lait local : impossible de rester dans la course ! Et nous n'avons pas d'information sur ce lait : le procédé de fabrication, la composition du produit fini, le danger pour le consommateur, le danger pour notre économie... La population aussi est ignorante. Elle accorde sa préférence à ces produits bien emballés, à prix abordable. Mais si un consommateur rencontre un problème sanitaire lié à la consommation de poudre de lait, la consommation de lait local pourrait aussi en pâtir.

Depuis 2018, nous disposons d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène du lait coécrit avec le Gret. Nous voulons faire en sorte que la poudre, parfois utilisée en complément par nos unités transformant le lait local soit du « vrai lait » et non un mélange réengraissé à la matière grasse végétale. Nous avons travaillé cette question lors de la dernière Journée mondiale du lait. Nous souhaitons aussi accompagner les acteurs vers les investissements et réfléchir à l'augmentation de la taxation des produits importés afin de soutenir la filière nationale.



Journée mondiale du lait 2019 © Al-Ayatt Ouedraogo

Dialoguez-vous avec des acteurs européens au sujet de la poudre de lait ?

Lors des « 72h du lait local », nous travaillons en partenariat avec la Belgique, la France et l'Allemagne. La situation est préoccupante et nous saluons l'effort des partenaires qui nous accompagnent, Oxfam par exemple. Nous sentons vraiment une volonté de changement en Afrique comme en Europe. Nous sommes interdépendants. C'est un combat commun, entre éleveurs africains et européens, mais aussi du monde entier. Nous devons mener ce combat ensemble pour sauvegarder nos filières.

Nous portons ensemble des actions de plaidoyer et de sensibilisation sur l'inondation de nos marchés par les produits laitiers importés. C'est une question qui mine la filière lait local, que ce soit en Afrique et en Europe. Les éleveurs laitiers paraissent riches en Europe, mais en réalité ils ne parviennent pas à vendre leur lait au juste prix. Ils sont surendettés car ils ne font qu'investir. En

Europe et même dans les pays maghrébins, il existe des subventions à l'installation, la production, l'alimentation, la santé... En Afrique de l'Ouest, ce n'est pas le cas.

Concrètement, comment répondez-vous à cette concurrence de la poudre ?

Nous avons formé les membres de l'interprofession aux techniques de plaidoyer. Nous voulons également répliquer cette formation dans nos structures de base. Or, trop souvent, nous nous limitons au « sommet » et oublions la base.

Par ailleurs, nous avons réalisé que beaucoup d'acteurs n'avaient pas conscience de l'importance du dialogue entre les différents maillons de la filière. Par exemple, dans la zone de Bobo-Dioulasso, il n'y avait pas d'entente entre les producteurs et les transformateurs. Les intermédiaires s'interposent et proposent du lait en poudre à ces derniers. Il nous faut donc trouver des manières de souligner les problèmes communs à toutes les parties prenantes de la filière.

Enfin, la sensibilisation est importante. Il faut sensibiliser les populations à la consommation du lait local tout en répondant à leurs attentes. Mais aussi informer les acteurs de la filière sur de nouveaux modes d'organisation. Pour cela, nous avons participé à des journées agroalimentaires où nous avons présenté le « village global » : la mise en place d'une petite unité de transformation proche des lieux de production. Le lait collecté y est directement acheminé et transformé sur place en fromage ou en lait pasteurisé. À travers ces actions, les gens touchent du doigt ce mode d'organisation et nous pensons que cela fera tâche d'huile.

Quelles politiques nationales sont mises en œuvre pour le soutien de la filière ?

Nous menons des actions de plaidoyer auprès des politiques, notamment les Journées mondiales du lait, les « 72h du lait local » ou la campagne « Mon lait est local ».

Il n'existe pas une politique globale de la filière lait au Burkina Faso, mais des programmes sectoriels au gré des partenariats, qui manquent de continuité. Aucune politique ne donne vraiment de vision à long terme de la filière lait. Chaque programme vient avec une orientation et les acteurs s'éparpillent autour de ces diverses orientations.

Un Projet de développement de l'élevage en zone périurbaine de Ouagadougou (PDEL-ZPO) a été cofinancé par le gouvernement et la Banque islamique de développement. C'était un partenariat public-privé porté en partenariat avec la Coprolait, la coopérative des producteurs de lait membre de l'interprofession. L'objectif était de mettre en place des centres de collecte et une unité de transformation d'une capacité de 30 000 litres. Nous avons insisté pour que la nouvelle laiterie ne concurrence pas les minilaiteries déjà existantes, en se positionnant sur des produits différents, en particulier des petites briques de lait UHT. Malheureusement, comme notre pays a connu des troubles sociaux, dont une insurrection en 2014, le projet a piétiné avec la transition en 2016 et n'est toujours pas terminé.

À l'heure actuelle, les consommateurs sont-ils prêts à acheter du lait local ?

En 2008, lorsque le prix du lait en poudre a augmenté, les gens se sont tournés vers le lait local. Aujourd'hui, dans les grands centres urbains, les habitants sont très regardants sur la provenance du lait. Lorsqu'ils connaissent le lait local, ils le privilégient.

Je participe parfois à des émissions télévisées pour faire de la sensibilisation. Lors d'une d'entre elles, j'ai organisé une dégustation de deux yaourts, un avec du lait local et l'autre avec du lait en poudre. Le premier a beaucoup plu. C'est donc surtout une question d'emballage. Le consommateur se tourne vers la présentation la plus attrayante. Nous réfléchissons ainsi avec les acteurs de la filière aux améliorations à mettre en place.

Quels seraient les impacts d'une révision des politiques commerciales et fiscales ?

L'objectif de notre campagne était d'augmenter les taxes sur les importations de produits laitiers, surtout la poudre de lait entier et réengraissée. Nous réfléchissons aussi à des mécanismes pour diminuer la TVA sur les produits laitiers locaux. Nous cherchons enfin à augmenter les achats institutionnels de lait local (pour les cantines, hôpitaux, casernes, etc.) comme levier d'amélioration de la production et de la transformation.

Mais notre plaidoyer rencontre des limites. Les politiques nous renvoient toujours cette question : « Êtes-vous sûrs que si nous limitons l'usage du lait en poudre, cela n'aura pas d'impact sur la satisfaction des besoins des consommateurs ? »

D'autres actions sont à prendre en compte. Le lait peut être compétitif en jouant sur l'emballage et l'étiquetage ou sur les cultures fourragères pour diminuer les coûts de production. Les mécanismes de financement des unités de production et de transformation de lait sont également des clés de développement de la filière. Nous réfléchissons enfin à prendre des mesures spécifiques pour les femmes, notamment dans l'Offensive lait de la Cedeao.



Sorgho fourrager © Al-Ayatt Ouedraogo

En quoi les marchés institutionnels peuvent-ils dynamiser la filière lait local ?

Pour le moment, au Burkina Faso, seul le Programme alimentaire mondial (Pam) a dirigé ses achats institutionnels vers les produits laitiers. Il existe des programmes étatiques d'achat de produits locaux dans d'autres filières¹ mais pas pour le lait.

De notre côté, nous portons depuis 2010 un projet d'amélioration du menu des cantines scolaires, avec des produits laitiers, à Bobo-Dioulasso. Le processus est retardé par un changement de direction au niveau des institutions publiques.

Nous faisons partie de la campagne « Mon lait est local » depuis ses débuts en 2017. Dans ce cadre, nous avons offert des produits laitiers aux malades de pédiatrie, notamment de l'hôpital Charles de Gaulle à Ouagadougou. Et nous avons identifié en 2018 des élèves d'établissements

¹Voir l'interview du Premier ministre burkinabé Paul Kaba Thiéba sur l'arrêté de 2017 en faveur des produits locaux <https://www.alimenterre.org/paul-kaba-thieba-cet-arrete-vise-a-promouvoir-les-produits-burkinabes>

primaires à qui distribuer des produits laitiers. Avec cette campagne, nous souhaitons vraiment asseoir une habitude de consommer local chez les enfants, dès le plus jeune âge.

Collaborez-vous avec la Cedeao, à travers son « Offensive lait » ?

Nous menons le même combat, dans la même dynamique. Chaque pays de la coalition a sa force et son plan d'action de plaidoyer. Nous sommes en train de consolider ce plan pour le présenter à nos chefs d'État et pour que nos propositions portées avec « Mon lait est local » soient discutées lors du Sommet de la Cedeao. En 2018, lors du Salon de l'élevage du Burkina Faso, nous ne sommes pas parvenus à le faire. C'était une première et nous n'étions pas sûrs de la réussite du salon.

Cette année, nous avons le soutien d'un chef coutumier très influent au Burkina Faso, très investi dans l'agroalimentaire. Il constate que nous sommes un pays d'éleveurs et que nous n'arrivons pas à satisfaire nos besoins en lait. Il est vrai que nos animaux n'ont pas une bonne production, à peine 5 litres par jour. Mais si nous arrivons à collecter la production de lait actuelle, la quantité serait largement suffisante pour couvrir nos besoins nationaux. Il faut attirer l'attention sur ces chiffres. Ils font tomber à la renverse !

Propos recueillis et édités entre avril et juillet 2020 par Gabrielle de Dianous (CFSI)

Soutenir la place des femmes dans la filière lait au Burkina Faso

« Les femmes sont présentes dans tous les maillons, de la production à la transformation, essentiellement dans les petites exploitations familiales. Elles sont même majoritaires dans la transformation. Le lait est leur seule ressource. Une ressource qui permet plus largement de subvenir aux besoins de leur famille. Le principal problème est que le travail des femmes est invisible. Cela s'explique notamment par leur manque d'organisation. À l'inverse, les hommes sont dans les grosses exploitations. Leur arrivée dans la filière est récente.



La production laitière demande des investissements importants auxquels les femmes ne peuvent pas prétendre faute de garantie. Les banques leur prêtent peu. Il est vrai qu'il existe le système des tontines, bien investi par les femmes. Toutefois, ce sont surtout des petites sommes qui sont en jeu, or la filière lait demande des investissements importants.

Nous misons avant tout sur la sensibilisation et le plaidoyer auprès des femmes et des hommes de l'organisation. Depuis 5 ans, la TFL réalise notamment des actions sur la question de l'accès à la terre. Nous incitons les chefs de famille (hommes) à céder leur terre à leurs femmes et leurs filles. Petit à petit, ils réalisent que cela est avantageux pour eux. Les femmes valorisent ces terres au service de leur famille. Elles peuvent obtenir un revenu et nourrir leurs maris et leurs enfants.

Le deuxième axe de nos actions en faveur des femmes porte sur la formation de ces dernières. Il s'agit d'apprendre à transformer et donc valoriser le lait avec des produits à haute valeur ajoutée comme le lait caillé. Leurs maris aussi ont compris l'importance des formations qui bénéficient à toute l'exploitation familiale et donc à la famille en général. »

Korotoumou Gariko, trésorière de la TFL et éleveuse dans la région de Ouagadougou

Pour creuser le sujet :

- Visiter le site de la Campagne « Mon lait est local »
- Étude du Gret sur l'impact des politiques fiscales et commerciales, 2019
- Entretien avec Adja Sene de l'Apess, Au Sénégal, les éleveurs et les éleveuses diversifient leurs débouchés commerciaux, 2020
- Entretien avec Ali Dandakoye de Karkara, Au Niger, les centres de collecte multiservices, garants de la place des éleveurs dans la filière, 2020
- Entretien avec Aïchatou Bokar de Karkara, Au Niger, soutenir les femmes pour que le lait bénéficie à tous, 2020
- Synthèse, La filière lait ouest-africaine : une affaire de femmes ? 2020

Cette initiative a bénéficié d'un financement du CFSI et de l'Agence française de développement dans le cadre du programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) appel de 2019 (n°36).

Le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) est porté par la Fondation de France et le CFSI. Il bénéficie de la contribution de la Fondation JM.Bruneau (abritée à la Fondation de France) et de l'Agence française de développement. Jafowa participe également au volet capitalisation du programme. Le Roppa est membre du comité d'orientation et de suivi du programme.



FONDATION
JM.BRUNEAU
SOUS L'ÉGIDE DE LA
FONDATION DE FRANCE



JAFOWA
Joint Action for Farmer Organisations in West Africa

